

Après la mort de Nahel au début de l'été, les quartiers populaires, embrasés face à la violence policière, à la relégation, aux discriminations racistes ont été brutalement réprimés.

Répression cohérente avec la présidence Macron et ses projets antisociaux : sape des droits avec les «lois travail» successives, démantèlement des services publics, rétrécissement du RSA, contre-réforme du chômage, des retraites et de l'éducation, renforcement des contrôles de la CAF. Et pour faire passer la pilule de cette casse sociale et démocratique, quoi de mieux qu'un bouc émissaire, l'immigré.e, l'exilé.e, le sans-papier.



Pourtant ce sont plus de 400.000 sans-papiers qui travaillent aujourd'hui en France dans les secteurs où les conditions de travail sont tellement insupportables qu'ils sont les seuls à les accepter : le BTP, le tri des colis à la Poste ou dans la logistique, le nettoyage des lieux publics, etc. C'est là toute l'hypocrisie du patronat. Ils organisent l'exploitation des travailleuses sans-papiers dont ils ont besoin dans ces secteurs professionnels, mais ils leur retirent, loi rétrograde après loi rétrograde, leurs rares droits sociaux.

Plus de vingt lois sur l'immigration s'étaient pourtant déjà succédé en trente ans, chaque nouveau texte entraînant un recul des droits des personnes exilées. Mais ça ne suffisait pas et aujourd'hui, ce président élu pour faire barrage à l'extrême droite (il a reçu les voix de 20 % des inscrits au 1er tour de la présidentielle), inscrit dans la loi le programme du FN de Jean-Marie Le Pen et permet à Marine Le Pen de revendiquer une « victoire idéologique » !

L'abjecte loi immigration de Macron-Darmanin bafoue les droits les plus fondamentaux : fin du droit du sol, restriction du regroupement familial, quotas sur l'immigration, délit de séjour irrégulier, mise à mal des protections contre les expulsions, adoption de la « préférence nationale » lepéniste avec le conditionnement des prestations sociales, réforme de l'aide médicale d'État dès 2024...

Comme aux Pays-Bas, en Italie, en Suède, en Hongrie, Macron et ses homologues de la droite « libérale » se sont alignés sur les termes du débat fixés par l'extrême droite, au bénéfice de cette dernière !

Face à cette situation, il est urgent de réagir. Femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, travailleuses et travailleurs, habitant.e.s des quartiers, lycéen.ne.s, étudiant.e.s doivent s'informer, discuter et agir pour une autre société.

Afin d'échanger sur ces questions, les organisations ci-dessous vous invitent à se joindre au débat :

**Résister pour l'égalité des droits, contre le racisme,  
pour la solidarité entre les peuples**

Présentation : **Omar Slaouti**

**Omar Slaouti**, engagé sur les questions de la jeunesse des quartiers populaires, introduira le débat. Il est membre du collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, il a été l'un des porte-parole de la Marche pour la justice et la dignité et contre les violences policières en 2017, du collectif Rosa Parks en 2018, et l'un des initiateurs de la Marche contre l'islamophobie en 2019.

**Vendredi 19 janvier à 18h30**  
**Maison pour tous des Amonts**  
**1 Rue de Vendée, Les Ulis**

